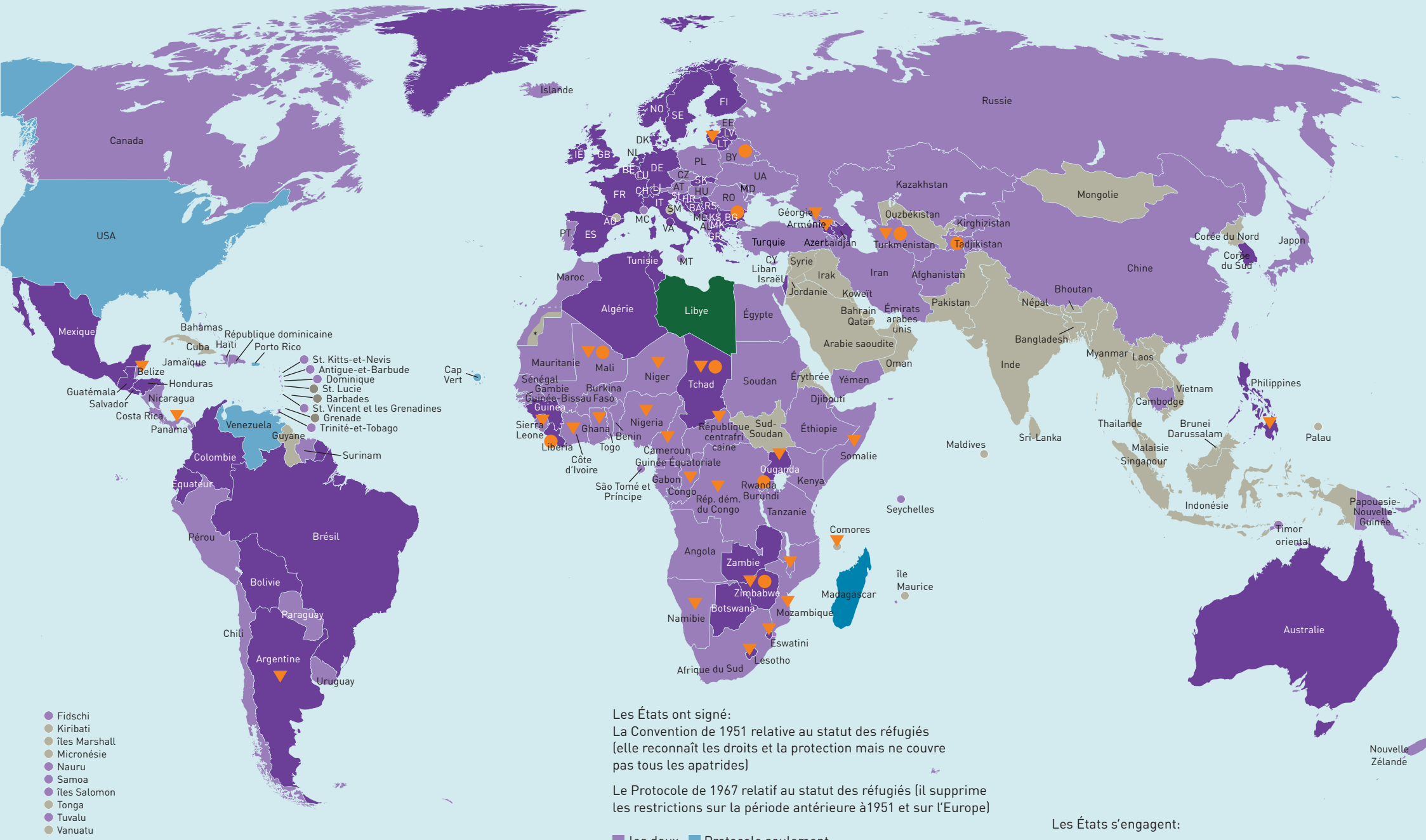


LES ÉTATS ET L'APATRIDIE

Les États membres des Nations unies qui ont signé les accords internationaux les plus importants pour la protection des apatrides, et les pays qui veulent améliorer le sort des apatrides par de nouvelles initiatives

AD	Andorre	CY	Chypre	GR	Grèce	LV	Lettonie	PT	Portugal
AL	Albanie	CZ	Rép.Tchèque	HR	Croatie	MC	Monaco	RO	Roumanie
AT	Auriche	DE	Allemagne	HU	Hongrie	MD	Moldavie	RS	Serbie
BA	Bosnie-Herzégovine	DK	Danemark	IE	Irlande	ME	Monténégro	SE	Suède
BE	Belgique	EE	Estonie	IT	Italie	MK	Macédoine Nord	SI	Slovénie
BG	Bulgarie	ES	Espagne	KS	Kosovo	MT	Malte	SK	Slovaquie
BY	Biélorussie	FI	Finlande	LI	Liechtenstein	NL	Pays-Bas	SM	San Marin
CH	Suisse	FR	France	LT	Lituanie	NO	Norvège	UA	Ukraine
		GB	Grande-Bretagne	LU	Luxembourg	PL	Pologne	VA	Vatican



Les États ont signé:  
La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés (elle reconnaît les droits et la protection mais ne couvre pas tous les apatrides)  
Le Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés (il supprime les restrictions sur la période antérieure à 1951 et sur l'Europe)

les deux    Protocole seulement

en outre : la Convention de 1954 relative au statut des apatrides (définit l'apatridie comme un statut, reconnaît un besoin particulier de protection en tant qu'étranger')

Madagascar: n'a signé que la Convention de 1951  
Libye: a signé uniquement la Convention de 1954  
non signataires

Les États s'engagent:  
Engagements pris durant la réunion à haut niveau du HCR, à Genève, au cours de la campagne IBelong contre l'apatridie, octobre 2019, sélection

études  
recensements

\*Sahara Occidental (non membre de l'ONU)